

ÉDITORIAL

L'heure des coopérations

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

JULIEN JARUNOWSKI/LOCALE

Nous ne sommes plus à la veille d'un basculement du monde. Le second mandat de Trump marque l'entrée dans une nouvelle ère : l'hubris du nouvel ordre états-unien, sur fond de capitalisme entré dans une phase aiguë de crise. Une accélération impérialiste alors que l'action politique, économique, sociale et diplomatique devrait se tourner vers la coopération des peuples, la mise en commun des ressources pour éviter l'une des plus grandes catastrophes à laquelle est confrontée l'humanité, à savoir le dérèglement climatique.

Pour mettre en œuvre le projet de Trump, il faut briser tout espace de dialogue et de coopération entre nations libres, piétiner le droit international, le rendre obsolète et inapplicable. Pour faire taire toute velléité de contestation, l'extrême droite fait office de recours fréquentable.

Du Venezuela à l'Iran, en passant par le Groenland, Cuba, le Panama, le Canada, mais aussi vis-à-vis des pays de l'UE, il déploie sa politique établie dans le document de sa stratégie de sécurité nationale : loi du plus fort, chantage à la guerre commerciale, mépris du droit international. Les territoires, les ressources et les peuples ne sont que des marchandises à conquérir. Tout s'achète, se sanctionne ou se soumet. Derrière l'outrance, il y a une réalité stratégique au service des multinationales états-uniennes : la ruée vers l'Arctique, ses richesses dans le sol et le sous-sol, sa route maritime névralgique et la volonté trumpienne d'y imposer sa loi face à la Chine et à la Russie. La déclaration d'Emmanuel Macron lors de ses vœux aux armées, sur l'envoi de militaires français au Groenland, aux côtés d'autres pays européens, s'inscrit dans la militarisation des relations internationales. Sous couvert de solidarité européenne et de défense de la souveraineté territoriale, la France se croit hyperpuissance, mais est en fait cantonnée au rang de spectatrice ou de vassale de Washington. L'Arctique devient ainsi un nouveau théâtre de confrontation, où l'on déploie des soldats plutôt que des solutions diplomatiques et où les peuples et les enjeux environnementaux sont relégués au second plan. Plutôt que d'aligner des

troupes, la France devrait porter la voix de la désescalade, fidèle à l'exigence du droit international et à l'intérêt des peuples.

Quant au Venezuela, les États-Unis y mènent une guerre économique implacable depuis des années, au nom d'une prétendue défense de la démocratie et de lutte contre le narcotrafic, le même prétexte ayant servi à justifier le kidnapping du président Maduro. Ce sont les classes populaires vénézuéliennes qui paient aujourd'hui le prix de cette stratégie cynique.

Enfin, en se retirant unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018, pourtant validé par la communauté internationale, Donald Trump a fragilisé un équilibre déjà précaire. Les sanctions extraterritoriales, les menaces militaires et les provocations répétées nourrissent l'instabilité régionale. Elles rapprochent dangereusement le spectre d'un conflit majeur, à l'heure où plusieurs milliers de civils ont déjà été tués lors des répressions du régime tyrannique iranien contre les manifestants.

Devant cette fuite en avant impérialiste et cet appétit belliste, l'attitude de l'Union européenne interroge. Incapable d'affirmer une politique étrangère indépendante, elle oscille entre suivisme atlantiste et impuissance diplomatique. Alors refusons de laisser les clés et les cartes du monde à Trump pour qu'il en soit le maître. Nous devons refuser la loi du plus fort, l'ingérence permanente et un ordre international fondé sur la prédation, la menace, l'interventionnisme et le sang.

Face à ce nouvel impérialisme et à l'expansionnisme, soyons profondément internationalistes et portons un projet novateur de coopération entre les peuples, de sécurité globale et collective, de paix, d'émancipation et de lutte pour répondre aux défis de notre temps. ●

Incapable d'affirmer une politique étrangère indépendante, l'Union européenne oscille entre suivisme atlantiste et impuissance diplomatique.